

# Message au corps électoral

Le corps électoral est invité à se prononcer, par la voie des urnes, les 7, 8 et 9 février 2025, sur **l'adoption du budget communal 2025**.

## L'essentiel en bref

Les autorités communales soumettent à la population le budget 2025 de la Ville, issu d'un processus compliqué et d'un large consensus. La Ville est dans une situation financière délicate et elle doit résorber son déficit d'ici à 2027. Pour ce faire, un plan d'assainissement a été présenté et il implique que le budget 2025 affiche un bénéfice minimal de 1'200'000 francs.

Pour parvenir à ce résultat, le Conseil communal a mis en place de nombreuses mesures d'économies et d'augmentation des recettes, notamment dans le cadre d'un audit financier, mais aussi grâce à un important travail réalisé à l'interne.

Lors de l'élaboration de la première mouture du budget, ces mesures, qui représentent un total de 4'000'000 francs, étaient suffisantes pour atteindre l'objectif. Toutefois, les rentrées fiscales, communiquées début octobre par le Canton, font état de baisses importantes par rapport aux planifications, pour un montant total de 2'500'000 francs. Ces diminutions de recettes, difficilement anticipables, entraînent le passage d'un budget conforme à la planification financière à un budget déficitaire.

Par conséquent, des mesures fortes supplémentaires ont été décidées par le Conseil communal et le Conseil de Ville, afin de permettre de rééquilibrer les finances sans restreindre des prestations importantes pour le public. Ainsi, une limitation drastique des investissements a été actée, de même qu'une diminution des emplois à plein temps (EPT) et une réorganisation des services. Une répartition plus équilibrée des charges intercommunales a également été initiée. A cela s'ajoute la hausse de la quotité d'impôt, devenue inévitable pour respecter le plan d'assainissement. Initialement proposée à 0.15 point, la hausse a été limitée à 0.1 point, compte tenu des propositions du Conseil de Ville. La quotité d'impôt passe ainsi de 1.9 à 2.0, un taux inférieur à la moyenne des communes du district (2.1).

Le Conseil de Ville a également proposé des mesures supplémentaires, qui sont intégrées à la dernière version du budget pour laquelle vous pouvez voter. Il s'agit en particulier de l'adaptation de certaines taxes. La taxe immobilière passe ainsi de 1.3 ‰ à 1.5 ‰, une hausse compensée en partie par la baisse de la taxe des digues ainsi que celle de l'assainissement de l'eau. De plus, le Conseil de Ville a exigé une baisse de la masse salariale pour un montant supplémentaire de 200'000 francs.

L'adaptation de la quotité d'impôt n'ayant pas fait l'unanimité des groupes politiques au Conseil de Ville, ce dernier a souhaité que le peuple puisse se prononcer sur l'adoption du budget 2025 dans le cadre d'un référendum extraordinaire.

⇒ **Retrouvez un résumé en français simplifié en page 5**

## **1. Contexte**

Lors de l'établissement des comptes 2022, la Ville faisait état d'un découvert au bilan. Dès lors, le Conseil communal s'est attelé à mettre en place des mesures pour rétablir l'équilibre financier de la Ville, avec pour objectif de :

- résorber le découvert au bilan (au plus tard au 31 décembre 2027) ;
- constituer un capital (réserve de la politique budgétaire) afin d'éviter un retour d'un découvert au capital ;
- garantir un financement régulier pour les investissements nécessaires ;
- financer la résorption de la dette communale ;
- financer l'augmentation des charges cantonales (ou liées) et d'éventuelles baisses de recettes fiscales.

Dans cette optique, la société COMPAS a été mandatée pour réaliser un audit organisationnel et financier. En parallèle, un travail fouillé a été entrepris au sein des services pour réduire les dépenses ou augmenter les recettes.

Des mesures d'optimisation ont ainsi été mises en œuvre depuis deux ans. Elles comprennent notamment une diminution de 3.54 EPT en 2023 et 2 EPT supplémentaires en 2024. Ces baisses ont été rendues possibles grâce à des départs naturels, sans péjorer le fonctionnement des services concernés. D'autres mesures, dont plusieurs ont été mises en exergue par l'audit, ont permis une réduction significative des charges de fonctionnement et une augmentation de certaines recettes. Pour le budget 2024, cela représente un montant total de 1'600'000 francs. De plus, aucun renchérissement n'a été accordé au personnel en 2024, ce qui représente un montant supplémentaire de 500'000 francs.

Quant aux mesures prévues pour les exercices 2025 à 2027, elles visent une économie de 1'900'000 francs par année, parallèlement au travail de réduction des EPT, qui se poursuit. Au total, pour les années 2024 et 2025, les économies se montent à 4'000'000 de francs, avec un ratio d'environ 2/3 d'économies de charges et 1/3 de recettes complémentaires.

Ces efforts auraient suffi à obtenir un budget bénéficiaire, conforme à la planification financière, si les prévisions fiscales étaient restées stables.

## **2. Importante baisse des recettes fiscales**

Les informations transmises au début du mois d'octobre par le Canton au sujet des recettes fiscales font état de diminutions très importantes : 700'000 francs pour les personnes physiques et 1'500'000 francs pour les personnes morales. A cela s'ajoutent de nouvelles compensations financières imposées par le Canton aux communes dans le cadre du Plan d'équilibre 2022 - 2026. Celles-ci provoquent un manque à gagner supplémentaire de 325'000 francs.

Ces données pouvaient difficilement être anticipées dans le cadre de la planification financière et de l'élaboration du budget de fonctionnement 2025.

En résumé, la baisse de rentrées fiscales s'élèvera au minimum à 2'500'000 francs pour l'année 2025 et elle impacte très lourdement le budget 2025 et les exercices suivants. Ni la conjoncture, ni les prévisions ne laissent présager une amélioration.

### 3. Nouvelles mesures d'optimisation

D'autres leviers ont alors dû être actionnés pour pallier à cette diminution des recettes fiscales et proposer un budget respectant la planification financière. Le document du budget soumis au référendum intègre les mesures complémentaires proposées par le Conseil communal mais aussi les amendements décidés par le Conseil de Ville après un travail concerté des partis. Les principaux éléments vous sont présentés ci-dessous :

#### 3.1. *Investissements revus à la baisse*

Les investissements ont un impact significatif sur les comptes communaux. C'est la raison pour laquelle un effort supplémentaire a été fait pour les réduire de façon drastique. Il a également été décidé de prioriser les investissements autofinancés, avec pour objectif de limiter le degré d'endettement. Une analyse détaillée a été menée avec les services de l'Administration afin de ne retenir qu'une sélection d'investissements nécessaires. Au final, les investissements sont notablement réduits. Ils se montent à 13.8 millions de francs pour 2025, contre 30 à 40 millions de francs pour les exercices précédents.

#### 3.2. *Optimisation des charges de fonctionnement*

Les efforts de réduction des EPT seront poursuivis. Dans ce contexte, des groupes de travail ont été constitués pour œuvrer à la réorganisation des services de l'Administration. L'objectif de cette démarche est d'optimiser les processus et de développer des synergies qui permettront de limiter la charge financière liée au personnel de façon durable, tout en garantissant le bon fonctionnement des services et de l'Administration.

De plus, une nouvelle répartition des tâches et des charges doit être trouvée au niveau cantonal et entre les communes du district de Delémont. En tant que Ville-centre, Delémont assume actuellement des charges importantes comparativement à des communes périphériques ou de plus petite taille : une situation qui n'est plus viable à moyen et long terme. Dans cette optique, le Conseil communal sollicitera le Gouvernement ou le Parlement afin de reprendre et terminer le projet de révision de la répartition des tâches et des charges entre le Canton et les communes. Il soutiendra également la mise sur pied d'un groupe de travail devant œuvrer à la réforme institutionnelle des communes dans le district de Delémont ainsi qu'à une nouvelle répartition des charges intercommunales, plus équitable.

#### 3.3. *Adaptation du niveau d'imposition communale*

Des efforts importants ont été consentis sur les investissements et sur les budgets de fonctionnement. Les mesures mises en place pour les années 2024 à 2027, pourtant fortes, ainsi que les mesures de réorganisation, ne suffiront pas à compenser les pertes de rentrées fiscales. Dès lors, il s'agissait soit de restreindre des prestations importantes pour le public, soit d'adapter le niveau d'imposition communale pour rééquilibrer durablement les finances.

C'est cette option qui a été retenue par le Conseil communal. La hausse initiale de 0.15 point a été ramenée à 0.1 point suite aux propositions du Conseil de Ville. La nouvelle quotité d'impôt sera de 2.0, un taux inférieur à la moyenne du district qui est de 2.1. Concrètement, cela représente une augmentation de 100 francs par an pour un couple marié avec un revenu imposable de 50'000 francs ou 144 francs par an pour une personne célibataire avec le même revenu imposable.

### 3.4. Baisse de la masse salariale

Le Conseil de Ville a demandé un effort supplémentaire avec une baisse de la masse salariale du personnel communal à hauteur de 200'000 francs. Intégrée au présent budget, elle sera appliquée sous une forme à définir par le Conseil communal.

### 3.5. Adaptation de différentes taxes

Selon la décision du Conseil de Ville, le budget comprend également l'augmentation de la taxe immobilière, qui passe de 1.3 ‰ à 1.5 ‰. Elle est compensée par une baisse de la taxe des digues de 0.38 ‰ à 0.23 ‰ et de celle du prix de l'assainissement des eaux, qui passe de 2.6 à ~~2.1~~\* CHF/m<sup>3</sup>. \*2.4 (une erreur s'est glissée dans le message, veuillez prendre en compte la valeur corrigée ici à 2.4 CHF/m<sup>3</sup>)

**Le budget, dans sa version définitive et adoptée par le Conseil de Ville, est disponible en scannant le code QR ci-contre ou sur notre site internet [www.delemont.ch/votations](http://www.delemont.ch/votations). Il peut également être consulté à la Chancellerie communale durant les heures d'ouverture.**



## 4. Préavis

La Commission des finances a donné un préavis favorable au budget 2025, en date du 2 décembre 2024. Lors de sa séance du 16 décembre 2024, le Conseil de Ville a accepté le budget amendé, a décidé de le soumettre au référendum extraordinaire et a délégué la compétence de la rédaction de ce message au Conseil communal.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil de Ville et le Conseil communal proposent au Corps électoral d'accepter le budget communal 2025.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :                      Le chancelier :

Damien Chappuis      Nicolas Guenin

Delémont, le 16 décembre 2024

### Débats au Conseil de Ville

Le budget 2025 a été validé par le Conseil de Ville en date du 16 décembre 2024, par 28 voix pour, 6 contre et 7 abstentions.

Les groupes Centre, PCSI et PS ont proposé une augmentation réduite de la quotité d'impôt à 2.0, compensée par d'autres mesures. Ils ont déclaré vouloir travailler en commun pour réduire le déficit structurel de la Ville, tout en constatant qu'une augmentation de la quotité d'impôt était malheureusement inévitable, au moins provisoirement. C'est cette variante qui a été adoptée par le Conseil de Ville et qui vous est proposée aujourd'hui dans le cadre du budget 2025.

Les représentants du PLR et de l'UDC étaient quant à eux opposés à toute hausse de la quotité d'impôt, demandant de revoir drastiquement les prestations et le fonctionnement de l'administration communale. Quant au groupe CS•POP et VERT•E•S, il souhaitait valider la quotité initialement proposée par le Conseil communal, soit 2.05, et maintenir certaines prestations sociales.

# L'objet de votation expliqué en français simplifié

Voici le message officiel du vote : **Acceptez-vous le budget communal 2025 ?**

## De quoi on parle ?

La situation financière de la Ville de Delémont est mauvaise. En décembre 2023, la Ville avait un découvert de 4'800'000 francs.

Un **découvert**, c'est quand il n'y a plus assez d'argent sur un compte bancaire pour payer ce qui est dû. Cela signifie que le compte est en négatif.

La Ville a l'obligation de rembourser ce découvert pour la fin de l'année 2027. Pour cela, le budget 2025 doit présenter un bénéfice de 1'200'000 francs au minimum.

Pour réaliser son budget, la Ville a donc pris des mesures :

- **elle a réduit plusieurs postes de dépenses ;**
- **elle a appliqué des mesures d'économies (selon les conseils d'un rapport d'experts) ;**
- **elle a réduit les investissements prévus ;**
- **elle a réorganisé l'administration et réduit le nombre d'employés.**

Ces mesures n'étant pas suffisantes, la Ville doit proposer d'augmenter la quotité d'impôt.

Les impôts servent à financer les services publics. La **quotité d'impôt**, c'est le "taux" que chaque commune utilise pour calculer combien d'impôts les habitants doivent payer pour leur commune.

C'est un chiffre qui permet de multiplier l'impôt de base, qui est fixé par le canton. Ce chiffre peut être adapté aux besoins de financement de la commune.

Le budget de la Ville de Delémont doit être validé par le Conseil de Ville. Mais lors de la séance prévue pour le budget, tous les partis n'étaient pas d'accord avec la décision d'augmenter les impôts. Le Conseil de Ville demande donc l'avis de la population sur cette question. C'est pourquoi vous pouvez voter.

## En plus des mesures déjà expliquées plus haut, le budget 2025 prévoit aussi :

- une augmentation de la quotité d'impôt. Elle est maintenant de 1.9 et passerait à 2.0. Elle serait toujours plus basse que la moyenne du district (2.1). Par exemple, pour une personne mariée avec un revenu imposable de 50'000 francs, la hausse serait de 8 francs par mois ou 100 francs par année ;
- une baisse des coûts de l'Administration communale ;
- une hausse de la taxe sur les biens immobiliers ;
- une baisse de la taxe des digues et de la taxe d'épuration des eaux.

**Pour garantir le bon fonctionnement de la Ville de Delémont et atteindre les objectifs définis dans le plan d'assainissement, le Conseil communal et le Conseil de Ville proposent de voter OUI au budget 2025.**